

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1910.

Lois en vigueur: 1945, 1967, 1971, 1975, 1980, 1982, 1988, 1993, 1994, 1995.

Régime d'assurance sociale et régimes de retraite complémentaires obligatoires

(1 dollar des E.-U. = 5,16 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régimes spéciaux pour les travailleurs salariés agricoles, mineurs, cheminots, employés des services publics, fonctionnaires, agents des collectivités locales, gens de mer, membres des professions indépendantes non agricoles et exploitants agricoles.

Affiliation volontaire pour les personnes chargées de famille (pension de vieillesse seulement) et les personnes non actives qui soignent un membre invalide de la famille, ainsi que les personnes exerçant une activité professionnelle à l'étranger.

Affiliation obligatoire au régime des pensions de vieillesse pour les femmes bénéficiant de certaines prestations familiales (voir allocations familiales ci-dessous) et les personnes assumant la charge d'un handicapé.

Sources de financement

Assuré: 6,55% du salaire plafonné, plus 0,1% du salaire total pour l'allocation de veuvage.

Employeur: 8,2% des salaires plafonnés, plus 1,6% des salaires totaux.

Gouvernement: Subventions variables.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 13 720 francs par mois.

Financement des prestations d'invalidité et de survivants par le régime d'assurance maladie et maternité (voir ci-dessous).

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans et 1 trimestre d'assurance.

Payable à l'étranger.

Pension d'invalidité: Agé de moins de 60 ans. Réduction des 2/3 de la capacité de travail ou de gain dans toute profession. Etre immatriculé depuis

12 mois avant le début de l'incapacité et avoir effectué 800 heures de travail au cours de cette période, dont 200 au cours des 3 derniers mois.

Pension de survivants: Au moins 55 ans d'âge et avoir été marié 2 ans sauf si un enfant est issu du mariage. Ressources personnelles inférieures à 78 853 francs par an.

Allocation de veuvage: Moins de 55 ans d'âge et avoir ou avoir eu un enfant à charge. Ne pas disposer de ressources dépassant 11 524 francs par trimestre.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 25 à 50% (en fonction de l'âge ou de la durée d'assurance) du salaire moyen des 25 meilleures années revalorisées depuis 1947 à compter du 01.01.2008 (entre le 01.01.1994 et le 31.12.2007, le nombre d'années retenues varie entre 11 et 24 ans selon l'année de naissance). 50% si 160 trimestres tous régimes confondus à compter du 01.01.2003 (entre le 01.01.1994 et le 31.12.2002, le nombre de trimestres varie entre 151 et 159 trimestres selon l'année de naissance), inapte, âge de 65 ans, mère ouvrière ou ancien combattant.

Pension complète si 150 trimestres au seul régime général sinon réduite en fonction du nombre de trimestres.

La pension n'est payée qu'en cas de cessation définitive de l'activité professionnelle exercée. Possibilité de reprendre une autre activité.

Minimum: La pension calculée au taux de 50% ne peut être inférieure à 38 524,90 francs par an. Minimum entier si 150 trimestres au régime général sinon réduit en fonction du nombre de trimestres.

Maximum: 50% du salaire plafond soumis à cotisations (82 320 francs par an).

Supplément pour assistance constante: 67 158,71 francs par an.

Supplément pour conjoint à charge (sous conditions de ressources): 4 000 francs par an à 65 ans (ou 60 à 64 ans si inapte) si 150 trimestres d'assurance; sinon, réduction proportionnelle.

Majoration pour enfants: 10% de la pension si l'assuré a eu ou élevé 3 enfants.

Majoration portant à un minimum de 17 147 francs les pensions des assurés disposant de faibles revenus qui sont âgés de 65 ans (60 ans si inaptes) et dont les ressources ne dépassent pas 42 193 francs

par an pour un célibataire (73 906 francs pour un ménage).

Allocation supplémentaire (pour ces mêmes assurés et sous les mêmes conditions plus nationalité et résidence): 24 050 francs par an pour un pensionné célibataire de faible revenu (39 612 pour couple marié)).

Allocation spéciale sous conditions de ressources: 17 147 francs par an pour personnes âgées de faible revenu n'ayant pas droit à pension.

Ajustement des pensions basé sur indice prévisionnel des prix.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 50% du salaire moyen des 10 meilleures années si invalidité totale. Maximum: 82 320 francs par an.

Supplément pour assistance constante: Maximum, 67 158 francs par an.

Invalidité partielle: 30% du salaire moyen des 10 meilleures années. Maximum: 49 392 francs par an.

Pension d'invalidité minimum: 17 147 francs par an. Ajustement des pensions basé sur indice prévisionnel des prix.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 54% de la pension de l'assuré. Egalement payée à la femme divorcée non remariée et au veuf. Pension proportionnellement répartie si plusieurs conjoints ayants droit. Pension minimum: 17 147 francs par an, si l'assuré totalisait 60 trimestres; si non, minimum réduit proportionnellement.

Pension de vieillesse de veuve ou de veuf: attribuée à 55 ans, sans condition de ressources et de durée de mariage, au conjoint survivant lui-même invalide d'un assuré et en état d'invalidité.

Majoration pour enfants: 10% de la pension si conjoint survivant a eu ou élevé 3 enfants.

Majoration pour charge d'enfant: 5 896,56 francs par an.

La pension de survivants ne peut se cumuler que dans une certaine limite avec les prestations de vieillesse ou d'invalidité acquises à titre personnel.

Ajustement des pensions basé sur indice prévisionnel des prix.

Allocation de veuvage (sous conditions de ressources): Payable pendant 3 ans (3 073 francs par

mois la première année, 2 019 francs la deuxième année, 1 537 francs la troisième année). Si le bénéficiaire a au moins 50 ans, le paiement est prolongé jusqu'au 55e anniversaire au taux de la 3e année.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 90 fois le gain journalier du défunt. Minimum: 1 552 francs; maximum: 38 790 francs.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale et promulgation de la réglementation.

Caisse nationale d'assurance vieillesse: Gestion des pensions de vieillesse et des allocations de veuvage.

Caisse nationale d'assurance maladie: Gestion des pensions invalidité et survivants.

Cotisations perçues par des unions de recouvrement.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1928.

Lois en vigueur: 1945, 1967, 1971, 1974, 1978.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Les pensionnés et quelques catégories de non-actifs reçoivent également les prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les salariés agricoles, membres du clergé, mineurs, cheminots, employés des services publics, fonctionnaires, agents des collectivités locales, gens de mer, membres des professions indépendantes non agricoles et exploitants agricoles (prestations médicales servies à quelques catégories par le régime général).

Affiliation volontaire pour personnes résidentes non actives.

Sources de financement

Assuré: 6,8% du salaire total. Titulaires d'une pension de vieillesse (sauf pensionnés de faible revenu): 1,4% de la pension de vieillesse plus 2,4% d'une pension privée. Chômeurs: 2% du revenu minimum garanti aux chômeurs; 1% des prestations de chômage et des allocations de formation. Cotisations uniformes pour étudiants,

jeunes et autres catégories non couvertes autrement.

Employeur: 12,80% des salaires totaux.

Gouvernement: 12% surcharge sur les primes de l'assurance automobile, plus impôt sur les frais de publicité pour les produits pharmaceutiques, l'alcool et le tabac. En outre, fourniture des fonds pour la construction de nouveaux hôpitaux et prise en charge partielle des frais pour certains services sanitaires ou sociaux.

Les contributions financent également les prestations d'invalidité et de survivants.

Conditions d'attribution

Prestations médicales de maladie et de maternité: 60 heures d'emploi au cours d'un mois ou cotisations payées sur un montant de salaire au moins égal à 60 fois le salaire minimum, ou 120 heures d'emploi au cours de 3 mois ou cotisations payées sur un montant au moins égal à 120 fois le salaire minimum. Sous ces conditions, les prestations peuvent être remboursées pendant 1 an. Avec 1 200 heures d'emploi au cours d'une année ou des cotisations payées sur un montant au moins égal à 2 030 fois le salaire minimum, les prestations sont remboursées pendant 2 ans.

Prestations en espèces de maladie dans la limite de six mois et maternité: 200 heures d'emploi au cours des 3 mois précédant l'interruption du travail.

Prestations en espèces de maladie au-delà de six mois (dans la limite de trois ans): 800 heures de travail salarié au cours des 12 mois précédant l'interruption du travail, dont 200 heures au cours des 3 premiers mois.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestation de maladie: 50% du salaire soumis à cotisations. Minimum: 47 francs par jour; pas de minimum pendant les premiers 6 mois. Maximum: 228 francs par jour. Majorée à 66 2/3% après 30 jours si 3 enfants ou plus. Minimum: 62 francs par jour. Maximum: 304 francs par jour.

Dues après un délai de carence de 3 jours. Durée: 360 jours par période de 3 ans. En cas de maladie chronique ou de longue durée, versement pendant une période de 3 ans calculée de date à date pour chaque affection.

Prestations de maternité: 100% du salaire net pendant 6 semaines avant et 10 semaines après l'accouchement pour le 1er et le 2e enfant; 8 semaines avant et 18 semaines après

l'accouchement pour le 3e enfant et chacun des suivants. Payables pour 10 semaines avant l'accouchement si complications, et pour 12-24 semaines avant et 22 semaines après l'accouchement en cas de naissances multiples. Maximum: 351,91 francs par jour. Les prestations dues en cas d'adoption sont celles correspondant à la période postnatale.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Remboursement partiel des frais médicaux.

Englobent les soins de généralistes et de spécialistes, l'hospitalisation, les analyses de laboratoire, les médicaments, les soins dentaires, les soins de maternité, les appareils de prothèse et le transport.

Normalement, l'assuré fait l'avance des frais médicaux avant d'être remboursé par l'assurance. Le remboursement varie suivant les actes et les prescriptions, par exemple 70% pour les actes médicaux, 60% pour les actes paramédicaux, 80% pour l'hospitalisation, 65% ou 35% pour les médicaments. L'assuré (sauf les enfants handicapés, les victimes de guerre et d'accidents du travail) paie 70 francs par jour d'hospitalisation en plus du ticket modérateur. Pas de limite de durée.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés. A la suite du divorce ou du décès d'un assuré, les prestations médicales continuent à être fournies pendant 1 an ou jusqu'au 3e anniversaire du plus jeune enfant. Protection illimitée pour les ayants droit ayant élevé trois enfants ou plus.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale d'assurance maladie: Coordination des caisses régionales et compensation financière. Conseils d'administration paritaires.

Caisses régionales d'assurance maladie: Coordination des caisses primaires. Conseils d'administration paritaires.

Caisses primaires (locales) d'assurance maladie: Immatriculation des assurés, versement des prestations en espèces et remboursement des frais médicaux. Conseils d'administration paritaires.

Cotisations perçues par des unions de recouvrement.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1898.

Lois en vigueur: 1946, 1972 (agriculture).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants en formation professionnelle et certains membres non salariés d'organisations de services sociaux.

Régimes spéciaux pour les salariés agricoles, mineurs, cheminots, employés des services publics, fonctionnaires, agents des collectivités locales, gens de mer et exploitants agricoles.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Toute la charge, par des cotisations variables selon les risques. Taux moyen: 2,26% des salaires totaux.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 60% du salaire pendant les 28 premiers jours; maximum: 823,85 francs par jour.

Ensuite 80%; maximum: 1 098,47 francs par jour.

Dues dès le premier jour suivant la date du début de l'incapacité de travail.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire moyen des 12 derniers mois si incapacité totale. Plancher et plafond du salaire pris en compte établis selon le règlement.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension. Minimum: 67 158,71 francs par an.

Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% du degré d'incapacité pour le pourcentage supérieur à 50%. Somme forfaitaire due si moins de 10% d'incapacité.

Prestations médicales: Tous les soins nécessaires, comprenant les soins médicaux et chirurgicaux, l'hospitalisation, les médicaments, les appareils de prothèse, la réadaptation et le transport. Ces services sont payés directement par la caisse, sans participation du patient.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pensions de veuve: 30% du salaire de l'assuré, ou 50% si la veuve a 55 ans ou est invalide. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers enfants âgés de moins de 16 ans (17 ans si chômeur, 18 ans si apprenti, 20 ans si étudiant ou invalide), 10% pour chaque enfant en plus; 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Autres membres de la famille à charge: 10% du salaire pour chacun des ascendants, à concurrence de 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire de l'assuré.

Allocation funéraire: Coût de l'enterrement jusqu'à 6 860 francs.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés: Gestion du régime sur le plan national.

Caisses primaires d'assurance maladie: Paiement des prestations.

Caisses régionales d'assurance maladie: Fixation des cotisations.

Cotisations perçues par des unions de recouvrement.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1905.

Lois en vigueur: 1967 (extension du champ d'application. Convention collective sur l'assurance

chômage conclue en 1958), 1972 (revenu garanti pour les chômeurs de 60 ans ou plus), 1974 (agriculture), 1984 (régime d'assurance et régime d'assistance).

Régime d'assurance sociale et régime de solidarité (assistance sociale)

Champ d'application

Assurance chômage: Travailleurs salariés. Exclus: Les travailleurs du secteur public qui se voient appliquer les mêmes règles d'indemnisation par leur employeur.

Régimes spéciaux pour les V.R.P., les dockers, les marins, les aviateurs, les travailleurs à domicile, les travailleurs intérimaires, les concierges, les personnels handicapés des ateliers protégés.

Régime de solidarité: Chômeurs de longue durée ayant épuisé leurs droits aux prestations de l'assurance chômage et certaines catégories particulières.

Sources de financement

Assuré: 2,21% du salaire mensuel.

Employeur: 3,97% des salaires.

Gouvernement: Coût total du régime de solidarité.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 54 880 francs par mois.

Conditions d'attribution

Assurance chômage: Etre âgé de moins de 60 ans (ou entre 60 et 65 ans si ne justifiant pas des trimestres d'assurance requis pour l'ouverture du droit à la pension de vieillesse) et remplir les conditions d'activité requises.

Résider en France, être inscrit au bureau de placement, capable de travailler et disponible. Le chômage ne doit pas être dû à une résiliation volontaire du travailleur, au renvoi par sa faute, ou au refus d'une offre de travail convenable.

Régime de solidarité: Etre chômeur de longue durée et remplir certaines conditions d'activité antérieure et de ressources.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: Le montant initial est fixé à 57,4% du salaire pendant une période variable de 4 à 27 mois en fonction de l'âge et du temps de travail précédents. Il subit ensuite une dégressivité par périodes de 4 mois pendant une durée, elle aussi, en fonction de l'âge et du temps de travail antérieur.

Minimum: 101,92 francs par jour (127,82 francs dès l'âge de 52 ans si en chômage depuis 1 an et si 20 années d'activité, dont 1 année continue ou 2 années discontinues au cours des 5 dernières années).

Prestation de solidarité: 74,01 à 106,30 francs par jour suivant l'âge, le nombre d'années d'assurance et la situation familiale.

Allocation de solidarité: Montant variable renouvelable tous les 6 mois.

Organisation administrative

Les institutions de l'assurance chômage sont des associations privées à conseils d'administration paritaires (employeurs et travailleurs): Gestion de l'assurance chômage et versement des prestations d'assurance chômage.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1946, modifiée à de nombreuses reprises.

Régime universel

Champ d'application

Familles résidant en France depuis 3 mois au moins.

Sources de financement

Assuré: Néant, sauf pour les travailleurs indépendants et les exploitants agricoles.

Employeur: 5,4% des salaires (les bas salaires sont totalement ou partiellement exonérés).

Gouvernement: Une taxe de 1,1% sur l'ensemble des revenus est affectée au financement des prestations familiales.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Avoir au moins 2 enfants âgés de 18 ans au plus (20 ans si apprenti, étudiant, stagiaire, infirme) et gagnant moins de 55% du salaire minimum.

Allocation pour jeune enfant: Versée du 5e mois de grossesse jusqu'aux 3 ans de l'enfant sous conditions de ressources.

Complément familial: Avoir au moins 3 enfants de plus de 3 ans et des revenus inférieurs à un certain plafond.

Allocation de logement: Versée dès le 1er enfant, à condition de payer un loyer ou une mensualité de remboursement d'emprunt et d'avoir de bas revenus.

Allocation de parent isolé: Assure un revenu minimum à la femme seule enceinte ou chargée de famille pour une durée limitée.

Allocation parentale d'éducation: Versée à la naissance d'un enfant de rang 2 ou plus au parent n'exerçant pas d'activité professionnelle (ou exerçant une activité réduite), jusqu'aux 3 ans de l'enfant (mais il faut avoir travaillé 2 ans dans les 5 ou 10 ans précédant la naissance).

Allocation de garde d'enfant à domicile: Couvre les cotisations sociales dues par les parents exerçant une activité professionnelle et employant à leur domicile une personne pour garder leur enfant en bas âge.

Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée: Destinée aux parents employant une assistante maternelle pour garder leur enfant de moins de 6 ans (prestation en espèces et prise en charge des cotisations sociales).

Allocation d'éducation spéciale: Avoir un enfant handicapé à charge. Allocation de rentrée scolaire: Pour chaque enfant de 6 à 18 ans (sous conditions de ressources).

Aide à la scolarité: Versée aux familles les plus modestes pour les enfants de 11 à 16 ans.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 675 francs par mois pour 2 enfants, 864 francs pour chaque enfant au-delà du 2e; une majoration est versée pour chaque enfant de 10 à 15 ans (190 francs) et de plus de 15 ans (337 francs) sauf pour l'aîné des familles de 2 enfants.

Allocation pour jeune enfant: 969 francs par mois par famille.

Complément familial: 878 francs par mois par famille.

Allocation de logement: Montant très variable en fonction du loyer, des revenus et du nombre d'enfants (d'autant plus élevé que le loyer est fort, les revenus faibles, et la famille nombreuse).

Allocation de parent isolé: Egale à la différence entre le revenu perçu et le revenu garanti, lui-même fonction du nombre d'enfants (3 163 francs pour une femme enceinte, 4 217 francs avec 1 enfant plus 1 054 francs pour chaque enfant au-delà du 1er).

Allocation parentale d'éducation: 3 006 francs (taux plein).

Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle (prestation en espèces): 811 francs par mois pour l'enfant de moins de 3 ans et 406 francs pour l'enfant de 3 à 6 ans.

Allocation d'éducation spéciale: 675 francs par mois, majorée de 506 francs à 5 597 francs suivant le degré de handicap de l'enfant.

Allocation de rentrée scolaire: Montant exceptionnel de 1 000 francs en septembre 1996.

Aide à la scolarité: 341 ou 1093 francs suivant le revenu de la famille.

Allocation d'adoption: 969 francs par mois.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Allocation de soutien familial: Attribuée pour l'enfant orphelin ou assimilé (c'est-à-dire abandonné ou dont la filiation n'est pas établie). Son montant est de 474 francs par mois si l'enfant est orphelin de père ou de mère, et de 633 francs s'il est orphelin de père et de mère.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale d'allocations familiales: Coordination des caisses et compensation financière. Conseil d'administration paritaire.

Caisses locales d'allocations familiales: Versement des prestations. Conseils d'administration paritaires.